

Bibliographie :

Dissertation # 474, L'abus, <http://www.academon.fr/Dissertation-L%27abus/474>

Eduardo Galeano, Les veines ouvertes de l’Amérique latine, version en espagnol

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, www.ipea.gov.br

¿Qué es el MOCASE?, <http://www.taringa.net/posts/info/839287/%C2%BFQu%C3%A9-es-el-MOCASE.html>

Walter A. Pengue, Agricultura industrial y transnacionalización en América Latina

Maristella Svampa, Argentine : secteur agricole mobilisé, modèle productiviste
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article2454>⁴⁴

Nombreux témoignages de paysans et paysannes et gens rencontrés lors du tournage de notre documentaire sur les mouvements sociaux de base, *documental Semillas* :

À noter que les noms et que les lieux ne sont pas indiqués afin d’assurer la sécurité des gens qui ont fait les témoignages à cause de l’ampleur de la répression et des persécutions qu’ils et elles subissent.

Argentine :

- Témoignages de membres du Mocase
- Observations sur le terrain

Bolivie :

- Témoignages de membres de la federacion sindical unica de trabajadores campesinos de Santa-Cruz
- Témoignage du directeur départemental del Instituto Nacional de Reforma Agraria de Santa cruz

Brésil :

- Témoignage de membres du MST d’occupations de terre, d’établissements et du bureau central de Porto Alegre
- Observations sur le terrain

Tableau :

-Food and Agriculture Organisation, FAO, <http://www.fao.org/>

Photo couverture : Sebastião Salgado

Impact social de l’accès à la terre

Une brève analyse basée sur trois mouvements paysans de l’Amérique latine

Le Mocase (Mouvement paysan de Santiago del Estero), Argentine
Processus de réversion des terres, Bolivie
MST (Mouvement des Sans Terre), Brésil



«La faim est la manifestation biologique d’une maladie sociologique...»
Josué de Castro, La Geografía del Hambre.

Par Nicolas van Caloen
Étudiant en économie appliquée
UQAM

Tables des matières

IMPACT SOCIAL DE L'ACCÈS À LA TERRE.....1

TABLES DES MATIÈRES2

INTRODUCTION :.....3

LA CONCENTRATION DES TERRES ET L'AGRO-INDUSTRIEL : PETIT HISTORIQUE4

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AMÉRIQUE LATINE :.....5

LA RÉVOLUTION VERTE ET L'ENDETTEMENT :.....6

FINANCIARISATION DE L'AGRICULTURE :.....7

USURPATION DES TERRES :.....9

IMPACT SOCIAL DE LA CONCENTRATION DES TERRES :.....11

LA PROPRIÉTÉ :.....11

DISSERTATION # 474, L'ABUSUS, HTTP://WWW.ACADEMON.FR/DISSERTATION-L%27ABUSUS/474.....11

L'APPROPRIATION DE LA TERRE :.....13

LUTTES PAYSANNES POUR L'ACCÈS À LA TERRE.....14

LE MOCASE :.....15

L'ACCÈS AUX TERRES :.....17

BOLIVIE : LE PROCESSUS DE RÉVERSION DES TERRES.....19

CONCENTRATION DE LA TERRE EN BOLIVIE :.....20

LE PROCESSUS DE RÉVERSION DES TERRES ET SES IMPACTS:23

LE MST, MOUVEMENT DES SANS TERRES AU BRÉSIL :.....24

BRÈVE HISTOIRE DES LUTTES PAYSANNES DU BRÉSIL :25

FORMATION, ACTION ET LUTTE DU MST :.....27

IMPACT SOCIAL DE LA RÉCUPÉRATION DES TERRES.....29

CONCLUSION :.....30

comme une problématique séparée du reste de la société, puisqu’en réalité l’accès aux biens communs est une des bases sur lesquelles se construit l’ensemble des relations et des comportements dans une société donnée. L’accès à la terre est donc une des pierres angulaires de l’organisation sociale, et pour cela il faut considérer avec grande importance la manière dont elle sera distribuée, car cela a des conséquences très importantes dans l’ensemble de la société. Au travers de cette recherche on peut observer que plus la terre est équitablement partagée plus les humains seront incités à la solidarité, au partage ainsi qu’à la démocratie directe et à la gestion collective et écologique des ressources. Ceci est, entre autres, dû au fait que les gens sont directement liés à ce qui est la source de leur survie et de leur bien-être : l’accès aux biens communs et la richesse sociale de la collectivité. La démonopolisation et l’accès égalitaire aux biens communs sont donc essentiels pour construire une société basée sur la justice sociale et écologique, la coopération et la solidarité. Ceci est vrai pour une grande part de la planète, où l’organisation de la société est basée sur l’appropriation en très peu de mains des éléments présents dans notre environnement comme la terre, mais aussi l’eau, et les ressources naturelles. Reste à trouver comment articuler ce travail dans les différents contextes de chacune des régions du monde. Travail difficile mais essentiel et nécessaire !

Afin d’avoir des témoignages directes des paysans et paysannes et voir dans quels contextes ils vivent allez visiter notre blog : <http://www.documentairesemences.blogspot.com/>

considéré comme un crime de lutter pour une vie digne il n’y a pas d’autre moyen que de lutter.
»⁴¹

Dans les campements et les établissements servant de villages au MST où nous avons été les valeurs de solidarité, de partage du travail et de ses produits sont généralisées. Des coopératives de production et de transformation des produits agricoles, et des écoles pour les enfants comme pour les adultes sont mises en place, puisque l’apprentissage est un processus permanent. L’éducation est gérée collectivement par les gens des établissements et des campements. Les tâches sont rotatives. Lorsqu’une occupation reçoit l’autorisation de s’établir sur la terre, une agroville se développe, c’est-à-dire un type de village organisé collectivement autour de l’agriculture familiale, vivrière et intégrée dans les écosystèmes. Le processus de décision se base sur la démocratie directe, puisque dans chaque campement, les décisions se prennent dans les réunions et assemblées auxquels participent les gens affectés par les conséquences des décisions.⁴² « *Je suis un être humain avec des idées et des idéaux et je suis né pour construire collectivement la société, construire un nouveau monde, un monde meilleur. Je ne suis pas né pour être manipulé et travailler comme un robot dans une usine. On doit oser construire nos idées, sans avoir peur de la société, de la police, des élites. Parce que sinon on perd notre connaissance, on ne sera pas capable de construire un monde meilleur... On ne doit pas se cacher derrière les rideaux comme si on n’avait pas de vision, on doit sortir de derrière les rideaux, s’affirmer, se prendre en charge si on veut construire un monde pour nous. C’est nous qui construisons le monde qu’on veut, pas eux (les pouvoirs établis) !* »⁴³

Conclusion :

L’accès aux ressources est un facteur déterminant dans la manière dont se détermine l’organisation sociale d’un lieu, car c’est cela qui détermine qui y a accès et par qui il faut passer pour y avoir accès, donc qui fera partie des privilégié-e-s et qui ne le sera pas, qui sera socialement valorisé-e et qui sera exclus. La manière dont les ressources sont distribuées entre les différents membres de la société détermine aussi comment on doit faire pour y avoir accès, que cela passe par la manière légale ou par l’occupation. On ne peut donc pas voir l’accès à la terre

⁴¹ Paroles d’un résident d’une occupation du MST

⁴² Observations faites dans les campements et établissements du MST que nous avons visité

⁴³ Paroles d’un résident d’une occupation du MST

Introduction :

Depuis le début de la colonisation européenne du continent des Amériques, on assiste à une intense exploitation, tant des ressources que d’une partie de la population. Les fondements mêmes des forces de la richesse capitaliste des nations se sont construits sur la concentration de la terre. L’appropriation et la concentration des terres furent accompagnées par l’extermination et l’ethnocide des peuples autochtones, par l’usurpation de leurs terres, l’expropriation des populations paysannes et finalement, par un exode rural massif. C’est ainsi que s’est effectuée l’apparition d’une classe de propriétaires terriens, qui organisèrent la terre de façon à en retirer un profit maximal, grâce à l’exportation de produits agricoles vers l’Europe. Par la suite, ce modèle d’agriculture d’exportation fut renforcé par le processus de la révolution verte et le néo-libéralisme, qui termina le travail en soumettant l’agriculture industrielle à la spéculation par le biais de multinationales à capitaux internationaux.

Pourtant, depuis le début du développement du modèle agricole européen en Amérique, il existe des mouvements de rébellion et de résistance face à ces injustices criantes que sont l’utilisation de terres fertiles pour des cultures non destinées à l’alimentation des peuples locaux et la concentration des terres par une riche minorité. Il est important de comprendre que la concentration de la terre est un processus de réorganisation sociale et productive. En effet, comme la propriété détermine qui a accès aux ressources, et par qui il faut passer pour y avoir accès, l’accès aux terres détermine grandement le type de relations sociales qui existera dans un lieu donné. Dans ce travail, nous nous concentrerons donc sur cet aspect. Nous analyserons quels sont les impacts sociaux de l’accès aux terres, en d’autres mots, comment se fait la répartition des terres et de quelle manière cela affecte le développement social d’un groupe social donné. Nous réaliserons cette tâche à l’aide d’entrevues faites directement avec des membres de trois mouvements paysans d’Amérique latine : le *MOCASE* (Movimiento Campesino de Santiago del Estero – Mouvement paysan de Santiago del Estero) d’Argentine, el *Proceso de reversion de las tierras* (processus de réversion des terres) en Bolivie, et le *MST* (Movimento Sem Terra) (Mouvement des Sans Terres) au Brésil. La majorité du contenu de cette recherche provient d’échanges directs et d’entrevues faites en décembre 2009 et janvier 2010 avec de nombreux

paysans et paysannes rencontré-e-s dans leurs communautés lors d'un projet de documentaire¹ sur les mouvements sociaux de base à travers l'Amérique, du Canada à l'Argentine, ainsi que de plusieurs articles et recherches traitant des mouvements en questions.

La concentration des terres et l'agro-industriel : petit historique

1492 : date de la « découverte » officielle du continent des Amériques. C'est le début des grandes colonisations européennes en sol américain. Différents peuples sont déjà présents sur ces territoires et, entre eux et les Européens, se rencontrent des cosmovisions très différentes, voire radicalement incompatibles. Bien souvent, ces peuples ne comprennent pas tout à fait ce que les Européens entendent par « prise de possession de la terre » puisque, selon eux, celle-ci ne peut simplement pas être possédée, puisqu'elle seule permet la vie et que ce sont les humains qui viennent de la terre, et non la terre qui appartient aux humains. Très rapidement pourtant, les peuples autochtones comprendront à leurs dépens ce que les Européens entendent par le fait de « posséder la terre ». Ces derniers viennent s'approprier les terres dans une optique utilitariste, afin de renforcer leur pouvoir en Europe. Leur but est de s'approprier des territoires et les ressources qu'ils contiennent le plus rapidement possible, d'abord avant que d'autres puissances Européennes ne le fassent, et ensuite pour s'enrichir par rapport à ces dernières. De nombreux colons européens arrivent, attirés par les richesses qu'offre ce « nouveau » continent. Ces colons s'approprient et concentrent entre peu de mains les terres fertiles, chassant et exterminant les Premières Nations qui s'y trouvent. Le reste des populations natives est utilisé comme main d'œuvre dans des monocultures d'exportation. Les ressources métalliques comme l'or, l'argent et le cuivre sont d'abord volées aux peuples natifs, puis extraites par le travail forcé de ces mêmes peuples. Les forêts sont coupées et le bois est envoyé en Europe. Épuisées par le travail forcé et les maladies venues d'Europe, les populations natives meurent en grand nombre. C'est ce qui justifiera l'importation d'esclaves africains pour compléter la demande en main d'œuvre des exploiters.

Nous sommes alors à l'aube du capitalisme, grand moment d'appropriation des terres, de séparation des travailleurs et des paysans de leurs moyens de production. Les peuples présents

faire des cultures d'espèces non vivrières et exporte de grandes parties de sa production. Ceci a pour direct effet d'augmenter l'insécurité alimentaire du Brésil. Pour le bien-être socio-économique de la population, il est nécessaire de récupérer la terre et de la distribuer. Il est nécessaire de donner aux gens qui vivent dans les périphéries des villes des terres sur lesquelles il est possible de vivre en cultivant la base d'une alimentation saine. C'est une alternative plus que légitime à la violence et la misère des grandes villes. *«Le MST vise la souveraineté populaire, que la majorité de la population cesse d'être soumise par la faim, cesse d'être forcée à travailler dans des conditions indignes et cesse de rester subordonnée économiquement.»*³⁸

Impact social de la récupération des terres

Le modèle de développement proposé par le MST et les luttes paysannes n'est pas accepté par le gouvernement brésilien, ni par les grandes compagnies d'ailleurs, parce qu'il s'oppose directement au capitalisme. Au lieu de séparer la majorité des gens de leurs moyens de production, ce modèle leur assure, par l'accès égalitaire aux terres. Au lieu d'être obligés de vendre leur force de travail et de l'utiliser à des fins individuelles, celle-ci devient partie d'un tout visant à construire quelque chose de meilleur en termes de justice sociale. Elle est utilisée à des fins collectives.³⁹ Au lieu d'utiliser la terre pour faire pousser des espèces propices à l'exportation et au profit, on fait pousser des espèces pour nourrir la population.⁴⁰ Au lieu d'utiliser la terre pour maximiser les profits par tous les moyens, on l'utilise pour subvenir aux besoins de la population. Cela a pour conséquence de créer une intégration écosystémique des cultures. Celles-ci sont diversifiées et produites de manière durable afin de répondre aux besoins des populations locales. La nécessité de pérennité d'un mode de vie profondément enraciné dans un lieu crée de forts incitatifs à ne pas utiliser de pesticides ni d'engrais chimiques et à développer une agriculture biologique. L'alternative à cela est de vivre dans une société profondément individualiste et exclusive, où la majorité des gens vivent dans une situation d'abandon et de misère dans les bidonvilles et les favelas, car il n'y a pas de travail. Les gens se retrouvent forcés à voler ou à faire du narco trafic pour ne pas mourir de faim. L'injustice du modèle agro industriel est responsable d'une grande partie de la misère du Brésil. *« Si tu n'a pas accès à la terre de quoi peux-tu vivre ? La situation est profondément injuste ! Puisque c'est*

³⁸ Parole d'un témoignage d'un résident d'une occupation du MST

³⁹ Témoignage d'un résident d'une occupation du MST

⁴⁰ Témoignage d'une résidente d'une occupation du MST

¹ Voir <http://documentairesemences.blogspot.com/>

direction du mieux-être de la majorité de la population du Brésil, car selon cette réforme tous les territoires des propriétaires terriens qui sont non –productifs, et ne remplissent donc pas leur fonction sociale, doivent être saisis et redistribués à la population.

Bien entendu les oligarchies de l’agriculture industrielle ne sont pas d’accord avec une réforme favorisant la déconcentration de la terre, puisque cela va à l’encontre du processus qui leur permet de s’enrichir. Pour eux, l’occupation des terres n’est pas un droit social, mais plutôt un crime contre la propriété et ainsi, ils obtiennent de la cour la condamnation des principaux dirigeants du MST.³⁷ Les puissants lobbys de l’agro industrie ainsi que le gouvernement et la cour sont en faveur du modèle agro industriel exportateur, et empêchent donc la réforme agraire d’être réalisée dans sa totale mesure. L’État continue à envoyer des ordres d’expropriation aux occupations du MST, et envoie son appareil répressif pour que la police et les milices attaquent les sans terre. En 10 ans de répression, environ 1000 personnes liées au Mouvement des Sans Terres ont été assassinées. En 2008, le pouvoir juridique demande la paralysie du MST, car selon lui ce mouvement constitue une atteinte à la souveraineté du pays.

Nombre de personnes des luttes paysannes assassinées au Brésil, 2004-2008

Année	Nombre de morts
2004	39
2005	38
2006	39
2007	28
2008	28

Malgré 20 ans de répression, et une campagne de délégitimisation des médias de masse contre le MST, une bonne partie de la population appuie ce mouvement. La cause est légitime. La production agro industrielle est destructrice pour la population. Elle concentre les terres pour

³⁷ Résumé du témoignage d’un résident d’une occupation du MST

sur les terres sont expropriés afin de pouvoir mettre en place de grandes monocultures. On assiste aussi à la marchandisation de l’agriculture : dans ce mode de production agricole, la terre ne sert plus à l’agriculture vivrière locale, mais bien à l’agriculture d’exportation - la terre sert à produire de l’argent et non à nourrir les humains. Ce phénomène de concentration de la terre est présent dans toutes les régions du monde où se développe le capitalisme. Il a commencé il y a environ 500 ans et ne fait que s’accroître depuis dans la plus grande partie du monde.

Le développement de l’Amérique latine :

Ainsi, en Amérique latine une importante oligarchie agro-pécuniaire mettant de l’avant le développement d’une agriculture dont l’objectif est l’exportation, se met en place à partir des colonisations espagnoles et portugaises. De riches nobles d’Europe usurpent alors d’énormes territoires par la force, la violence et la soumission des peuples natifs qui y vivent depuis des milliers d’années. Ces derniers se retrouvent complètement démunis de leurs moyens de survie, l’accès à la terre étant monopolisé par quelques grands propriétaires terriens, soutenus par des appareils militaires privés et étatiques. En somme, c’est par la menace qu’une grande partie des peuples natifs est réduite à l’esclavage, à l’exil sur des terres infertiles ou à la marginalisation. C’est dans ce contexte que se crée l’accumulation primitive des richesses des capitalistes en Amérique.

La majorité des grandes villes d’Amérique latine sont construites dans des lieux géographiques qui permettent la concentration des ressources et leur exportation vers l’Europe, ce qui explique qu’elles soient, de manière générale, situées autour des grands ports. Les systèmes de transport sont organisés de manière à faire confluer les ressources vers ces grandes villes. Ce modèle de développement capitaliste extrêmement centralisateur se construit en fonction de l’exportation et non en fonction du développement interne, d’où le fait que l’Amérique latine connaîtra très peu de développement économique industriel ou de transformation². La production est à ce moment plutôt orientée sur les produits manufacturés et surtout sur l’extraction et l’exportation des matières premières et la production de denrées

² Voir à cet effet Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l’Amérique latine*, Andre Gunder Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, 1967 et Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System* Pour une discussion sur le développement économique et le développement du non-développement économique en Europe et son effet sur les colonies européennes de par le monde, voir T.H. Aston et C.H.E. Philpin, *The Brenner Debate* ainsi que Benno Teschke, *The Myth of 1648* (surtout le chapitre 4, « Transitions and Non-Transitions to Modernity: A Critique of Rival Paradigms »)

agricoles. En découle une intense injustice économique et sociale : très peu de gens possèdent énormément de choses et énormément de gens ne possèdent presque rien.

La révolution verte et l'endettement :

À partir des années 1950, on assiste partout au monde à la révolution verte. Ce nouveau modèle d'agriculture intensifie les techniques de monoculture, provoquant la nécessité de faire usage d'engrais, de pesticides et de semences hybrides afin d'obtenir des rendements toujours plus élevés. La mécanisation de l'agriculture et l'utilisation massive d'engrais et de pesticides créeront également un nouveau cycle de concentration des terres. Ainsi, les paysannes et paysans, produisaient auparavant eux et elles-mêmes leurs semences, deviennent dépendant-e-s des compagnies d'intrants agricoles. Cette dépendance augmente leur nécessité en fonds et donc leur niveau d'endettement.

Plus tard, avec la venue du néolibéralisme et de sa *main invisible* imposée à la mitrailleuse par les dictatures du plan Condor³, on dérègle les marchés des pays du tiers monde pour arriver au libre marché. Ce plan avait comme objectif avoué de lutter contre toute « menace communiste, » mais il a en fait servi de prétexte à l'élimination systématique de toute résistance à la réorganisation économique néolibérale. Derrière le libre marché se cache l'impérialisme économique des pays occidentaux dont les marchés internes sont fortement protégés par des politiques protectionnistes.⁴ Les subventions agricoles européennes et étasuniennes permettent à ces pays de vendre leurs produits agricoles en dessous de leur prix de production. Ces puissances capitalistes utilisent ces produits comme arme économique afin de détruire les marchés locaux des autres nations et d'en assurer la dépendance à leurs compagnies multinationales de l'industrie agricole. La petite oligarchie des pays d'Amérique latine, obtenant son pouvoir à partir de l'agro-industrie basée sur l'exportation massive de produits agricoles, organise les politiques et les lois afin de s'intégrer dans le marché international en ouvrant au plus offrant leur marché interne. L'application de l'avantage comparatif, concept de l'économiste David Ricardo, selon lequel un pays ou une région devrait produire ce pour quoi il a des facilités propres à sa situation, pousse de nombreux paysans à se dédier aux cultures qui leur semblent les plus lucratives. Cette décision a pour effet de faire baisser les prix des denrées produites, incitant les

Formation, action et lutte du MST :

La lutte pour la terre a toujours été présente au Brésil, mais il s'agissait en général de mouvements ponctuels. Au fur et à mesure, ces résistances étaient écrasées par les pouvoirs capitalistes, qui s'articulaient pour massacrer les gens prenant part à ces modèles de société alternatifs.



En 1964, suite à un coup d'État, commence une dictature militaire de droite. Les luttes paysannes continuent mais la résistance est très difficile. À la fin des années 70, on assiste au déclin et au fracas de la dictature. À ce moment, de nombreuses occupations de terres sont réalisées dans tout le pays. Le mouvement

paysan commence à se différencier des autres luttes. En 1984 est tenu le premier congrès des sans terre du Brésil. C'est à ce moment que naît le Mouvement des Sans Terres. Le congrès rassemble des paysan-ne-s, des sans terres, des gens occupant la terre et une partie de l'Église. Il se tisse des liens entre tous ces secteurs de la société et entre les différents lieux de lutte paysanne. Le mouvement des Sans Terres s'organise et s'entend sur le fait que le Brésil nécessite une réforme agraire afin de remédier aux inégalités d'accès à la terre. Pour rompre avec les injustices vécues, la récupération des terres est essentielle. Par la suite et jusqu'à maintenant, de nombreuses occupations de terres ont été faites par les membres du MST.

La répression que subit le MST est forte. Elle est faite d'abord par l'État via l'armée et la police, mais aussi par les propriétaires terriens avec des milices payées. Plusieurs paysan-ne-s sont assassiné-e-s. Malgré cela, le mouvement réussit en 1988 à obtenir un changement constitutionnel: une réforme agraire. C'est un pas fait au niveau légal dans la



³⁶Photo du haut de la page : 5^e congrès du MST, MST, 2007

Photo du bas de la page : Landless Workers' Movement (MST), <http://www.cubasol-manch.org.uk/OtherLA.html>

³ Pierre Abramovici, Opération Condor, cauchemar de l'Amérique latine, Le monde diplomatique, archive mai 2001.

⁴ Eduardo Galeano, Les veines ouvertes de l'Amérique latine, p59, version écrite en espagnol

avaient un mode de vie totalement différent du mode occidental. Dès leur arrivée, les colons ont implanté un système agricole et un type de développement rural basés sur la monoculture, la concentration terrienne et l'agro-exportation. Ce modèle de développement rural est encore en vigueur de nos jours. Les grands propriétaires terriens possèdent généralement de 2 000 à 20 000 hectares et dédient la grande majorité de leur agriculture à l'exportation, donc à la production d'espèce non vivrières, telles le soja pour les biocarburants et l'eucalyptus pour les pâtes à papier. Le phénomène de concentration des terres au Brésil a toujours été important et tristement, cela continue d'être le cas, comme en témoigne le tableau suivant par l'indice de Gini. Celui-ci indique le niveau de concentration de la propriété rurale : plus l'indice de Gini est proche de 1 plus la concentration de la terre est élevée. Jamais au travers de l'histoire du Brésil les Premières Nations, les paysan-ne-s et les esclaves n'ont accepté cette injuste distribution des terres, et cela est vrai encore aujourd'hui. Les premières résistances face au développement de ce modèle d'agriculture ont été faites par les autochtones. Les Européens, qui se sentaient supérieurs en tuèrent des millions. Il s'agit d'un génocide continental.

Au début de la colonisation, dans la région de Sao Gabriel, les jésuites s'établirent et, avec les Guaranis, ils développèrent 7 villes basées sur des valeurs hautement communautaires. Ces jésuites provenaient d'Espagne et avaient comme objectif la christianisation. Par contre, économiquement, ils vivaient comme les Guaranis. Il n'y avait pas de relation de marché et tout se développait à partir des relations de travail de chacun. Comme ce type de société entraînait en direct contradiction avec le modèle des colons espagnols et portugais, ces derniers ont détruit ces villes et les Guaranis, qui se défendaient avec des flèches contre des fusils, furent massacrés.

Par la suite, d'autres tentatives d'expériences de ce genre ont eu lieu. Des milliers de gens de l'intérieur du pays se rassemblaient et occupaient des grands espaces inoccupés. Encore une fois ils ont fait des villes communautaires où le travail et la production étaient partagés entre tous. Ces initiatives ont été détruites et les gens exterminés parce que, pour le pouvoir en place, il s'agissait d'un bastion de résistance. On vit également apparaître les *Quilombos*, des villages de descendants africains où les gens vivaient comme en Afrique. Les gens de ces villages furent eux aussi exterminés.³⁵

³⁵ Résumé du témoignage d'un résident d'une occupation du MST

producteurs à augmenter le rendement de leur monoculture et haussant par le fait même leurs besoins en intrants chimiques et accroissant leurs besoins en financement pour se les procurer. La dette des agriculteurs atteint des niveaux où rembourser celle-ci devient impossible étant donné les prix de vente des produits agricoles.⁵ S'ensuit la faillite de la paysannerie familiale de production agricole vivrière et l'augmentation de la concentration des terres par les grands propriétaires terriens et les multinationales de production agricole pécuniaire. Avec cette concentration des terres et la réorientation de leur utilisation vers quelques monocultures d'exportation, la souveraineté alimentaire diminue et les problèmes de famine augmentent.

Il peut sembler surprenant de noter une concentration des terres en Amérique Latine, région qui semble élire des partis politiques plus à gauche. Cette réalité peut être expliquée par le fait que l'Amérique Latine fait face à deux graves problèmes. D'une part le lobby de l'industrie agro-alimentaire exportatrice est extrêmement puissant et ne permet pas aux gouvernements de faire des politiques à l'encontre de leurs intérêts⁶. D'autre part, les pays d'Amérique latine ont une dette extérieure importante qu'ils tentent de repayer par l'obtention de devises étrangères. Les gouvernements les obtiennent en orientant leurs politiques économique et industrielle de façon à favoriser la production de biens d'exportation. La dette qui, souvent, a servi à mettre en place les infrastructures nécessaires au capitalisme vient donc renforcer le processus de concentration des terres.

Financiarisation de l'agriculture :

Au cours dernières années, et particulièrement depuis la crise économique de 2008, la production agricole industrielle et la propriété terrienne deviennent de plus en plus des objets de spéculation. En effet, face à l'incertitude de plusieurs actifs financiers présents sur les marchés boursiers, beaucoup d'actionnaires tournent leurs investissements vers des actifs plus sécuritaires tels la terre et les denrées agricoles, ceux-ci étant moins sujets à des pertes financières à long

⁵ Walter A. Pengue, Agricultura industrial y transnacionalización en América Latina, PNUMA, p 154

⁶ À titre d'exemple, on peut penser à la grève que firent les propriétaires terriens en Argentine face à l'augmentation de l'impôt à l'exportation sur le soja. Afin de lutter contre cette augmentation ceux-ci bloquèrent tout envoi de denrées agricoles vers les grandes villes ce qui créa une pénurie alimentaire majeure qui culmina avec le rejet, par le sénat argentin, de cette augmentation. (Argentine : secteur agricole mobilisé, modèle productiviste conforté). Source : Maristella Svampa, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2454>)

terme. Ceci à pour effet d’augmenter les variations du prix des terres et des produits agricoles, ce qui rend encore plus difficile encore la gestion de la production agricole.

Cette augmentation de la demande en actifs sécuritaires augmente les fonds que les investisseurs orientent vers la production agricole, encourageant les gestionnaires à louer des terres afin de pouvoir produire en monoculture. Ces terres deviennent donc objets de création de profit, capables d'attirer les investissements des actionnaires et ainsi de générer un profit important. Ce phénomène a quatre effets majeurs. Premièrement, en devenant objet d’investissement, les terres doivent assurer le profit et non produire des cultures vivrières. Cette nécessité crée un incitatif puissant pour la production massive d’espèces ayant des valeurs élevées sur les marchés internationaux, ce qui favorise encore une fois la monoculture et l’utilisation de tous les pesticides, engrais, et organismes génétiquement modifiés (OGM) nécessaires à l’optimisation de la productivité. Deuxièmement, la connaissance nécessaire pour faire ce type de production requiert une formation en gestion et en finance que ne possède pas la majorité des paysannes et paysans, ce qui diminue encore plus les chances de réussite de l’agriculture familiale. Troisièmement, le fait que des gens louent la terre (un pourcentage de profit est versé au propriétaire) pour faire la production accentue encore la division entre propriétaire et producteur agricole. Pour le propriétaire, il n’est plus nécessaire de participer à la production : le simple fait de posséder de la terre devient source de profit, ce qui devient un motif en soi pour l'acheter. Ainsi, la demande en terres augmente, haussant du coup leur valeur et créant une spéculation sur celles-ci à cause de profits escomptés. Ainsi se crée une rétroaction positive de la spéculation terrienne accentuant encore plus la hausse du prix des terres.

Finalement, une autre répercussion majeure est que les gens qui sont impliqués dans la gestion de la production agricole sont de plus en plus éloignés des lieux de production. En effet, ceux-ci ne vivent pas directement avec les conséquences écologiques et sociales néfastes du modèle agricole dit « développé ». Ainsi, il est possible d’être propriétaire ou de louer la terre et de gérer la production agricole ou d’y investir sans y vivre. En plus, comme les institutions qui fournissent les connaissances et les fonds nécessaires au développement de ce type d'agriculture se situent dans les grands centres urbains, les populations non rurales sont de plus en plus impliquées dans la production agricole⁷. Il est beaucoup plus difficile pour un actionnaire français qui investit dans la production de soja au Brésil de savoir quelles sont les conséquences

⁷ Walter A. Pengue, Agricultura industrial y transnacionalizacion en America Latina, p154-155

objectif la récupération des portions de terre non utilisées sur les propriétés terriennes. Il s’agit ici d’un mouvement paysan post capitaliste, car la terre a déjà été presque entièrement monopolisée entre très peu de mains et les paysan-ne-s tentent de se la réapproprier afin de rompre avec les conditions qui les maintiennent dans la misère et la subordination économique.

Le Mouvement des Sans Terres naît officiellement dans la ville de Cascavel, située dans l’état du Parana au Brésil, durant la première rencontre nationale des sans terres, en 1984. Il s’agit d’un mouvement paysan qui lutte pour l’accès à la terre via la récupération des terres gardées improductives par les propriétaires terriens. Le MST est un des mouvements paysans les plus importants du monde. Il agit sur tout le territoire brésilien et comprend environ 2 500 000 participants et participantes selon les dires des membres que nous avons rencontrés lors de notre séjour au Brésil.

Depuis la formation même du Brésil, le taux de concentration des terres est extrêmement élevé. Peu de gens possèdent la majorité des terres cultivables, les propriétaires terriens expulsent les paysan-ne-s vers les villes, où ceux-ci finissent souvent par se retrouver dans les bidonvilles. Ceux qui restent en milieu rural vivent également dans des conditions difficiles, tant au niveau des habitations que du travail. Face à ce contexte de grande inégalité, les mouvements de lutte paysanne demandèrent une réforme agraire pour redistribuer les terres aux sans terres. Afin de bien comprendre le MST jetons un bref regard sur l’histoire des luttes paysannes du Brésil.

Brève histoire des luttes paysannes du Brésil³⁴ :

Índice de GINI - Países da América				
COLOCAÇÃO	PAIS	ANO	ÍNDICE	
1	Canadá	1980	0,6016	
2	México	1960	0,6216	
3	USA	1987	0,7536	
4	Bolívia	1989	0,7677	
5	Colômbia	1990	0,7742	
6	Porto Rico	1980	0,7762	
7	Honduras	1974	0,7788	
8	Nicarágua	1960	0,8009	
34	9	Brasil	2000	0,8020
10	Uruguai	1980	0,8034	
Résumé du témoignage d'un président d'une occupation du MST				
12	El Salvador	1971	0,8075	
13	Costa Rica	1973	0,8133	
14	Equador	1974	0,8155	
	Brasil	1999	0,8470	
15	Guatemala	1979	0,8481	
16	Argentina	1988	0,8498	
17	Panamá	1990	0,8712	
18	Bahamas	1994	0,8722	
19	Venezuela	1971	0,9096	
20	Peru	1972	0,9105	
21	Paraguai	1980	0,9281	
22	Barbados	1989	0,9284	

Fonte: Organização das Nações Unidas para Alimentação Agricultura - FAO/ONU

La lutte pour les terres a fondé le Brésil. Lorsqu’arrivèrent les premiers colons portugais, l’actuel territoire du Brésil était peuplé par environs 5 millions de personne. Ces Premières Nations

production, les systèmes de récolte des ressources naturelles. Ce mode de production est beaucoup plus intégral que le modèle de monoculture européen et nord américain. Lorsque les lopins de terre sont rendus aux Premières Nations, ils sont utilisés de manière beaucoup plus rationnelle et durable. La pêche, la récolte et la récupération de bois, de plantes, de racines et de champignons médicinaux sont des activités régulières.³² L'agriculture est axée sur l'alimentation des familles et est beaucoup plus diversifiée. L'activité des paysan-ne-s est donc basée sur 4 différentes sources : le bois, l'agriculture, les produits récoltés dans la forêt et l'élevage animal.³³ Avec la redistribution des terres, l'agriculture passe donc de la monoculture axée sur le profit à l'agriculture vivrière axée sur le bien être humain. Avec le passage de la propriété privée à la propriété collective on passe de la compétition à la coopération.

Le MST, Mouvement des Sans Terres au Brésil :



Le troisième mouvement paysan que nous avons étudié est le MST (Mouvement des Sans-Terres) au Brésil. Ce mouvement est composé d'ancien-ne-s paysans et paysannes qui ont été dépossédé-e-s de leurs terres, et par des habitant-e-s des favelas (bidonvilles). Ceux-ci sont pour la plupart des descendants de paysans qui ont été chassé de

leurs terres, dans un premier temps lors de la révolution verte des années 50 à 80 et, depuis les années 80, par la subordination économique due à l'agro-industrie développée par le néo libéralisme. Au Brésil, la concentration des terres est très importante, 5% de la population possède 90% des terres, et ces terres sont utilisées pour produire des denrées agricoles qui servent non pas à nourrir la population, mais à l'exportation. Ainsi, le soja est utilisé pour faire des biocarburants et l'eucalyptus, du papier. Le Mouvement des Sans Terres a pour principal

³² Témoignage du directeur départemental del Instituto Nacional de Reforma Agraria de Santa cruz

³³ Idem.
Photo : Sebastiao Salgado, Terra

de l'eau intoxiquée par les pesticides et les engrais que pour les paysans et les paysannes qui vivent directement sur la terre où se fait cette production. Ces dynamiques ont pour effet d'éloigner la production agricole de la majorité de la population, de la sortir de son contexte écologique et social et d'augmenter considérablement la concentration terrienne.

Usurpation des terres :

En plus de la subordination économique qu'entraîne ce modèle agricole productiviste axé vers l'exportation il existe tout un processus d'usurpation des terres de la petite paysannerie et des peuples natifs. Typiquement, une compagnie multinationale ou des propriétaires terriens arrivent sur la terre de familles paysannes qui vivent depuis des générations sur le même territoire. Ces derniers n'ayant pas de papiers officiels de la propriété de leurs terres, les compagnies et propriétaires vont chercher les papiers officiels de propriété terrienne et prétendent ainsi détenir ces terres. Ils passent le bulldozer dans les cultures et maisons des paysans et s'approprient ainsi leurs terres. Il s'agit d'un vol légal, organisé par les États, et ce type d'action se fait ou s'est fait presque partout dans le monde.⁸

Si, face à toute cette oppression les paysannes et paysans résistent à leur expropriation, les gouvernements, propriétaires terriens et multinationales, eux, utilisent d'autres moyens de « persuasion ». Ces moyens comprennent tant les forces répressives policières que le sabotage d'installations ou l'usage de la terreur. Il est fréquent que soient arrêtés des gens qui résistent, que soient incendiées leurs maigres installations, qu'ils et elles soient battu-es, torturé-es, et/ou assassiné-es. Dans plusieurs pays les actions de paramilitaires qui terrorisent des villages sont répandues : les terres y sont « libérées » afin de les mettre à l'usage des multinationales et grands propriétaires terriens. Par exemple, selon une coopérante en Colombie : « ...Des paramilitaires rentrent dans un village, tuent quelques enfants et les coupent à la tronçonneuse devant les parents et les autres villageois afin de les terroriser... »⁹ Ce type d'action est malheureusement fréquent et c'est souvent l'agro-industrie qui en profite directement.

⁸ Situation confirmée par plusieurs paysans de différentes régions de l'Amérique latine lors de nos entrevues

⁹ Témoignage d'une coopérante internationale

De nombreux paysans et peuples natifs sont ainsi chassés de leurs terres par la force, la violence, l’usurpation de leur territoire et/ou par la subordination économique. Nous sommes réellement en présence d’un ethnocide des peuples natifs et de la paysannerie ainsi que d’un exode rural massif qui a été fortement accentué par la mécanisation et la néolibéralisation de l’agriculture durant la seconde moitié du 20^e siècle. Plusieurs paysans vont vers les villes dans l’espoir de trouver du travail même si la majorité n’en trouve pas. Ces gens seront laissés pour compte, chassés de leurs terres par un modèle d’agriculture capitaliste : une partie se retrouve dans la classe des travailleurs, le prolétariat, vendant ainsi leur force de travail pour des entreprises qui accentuent les dynamiques qui les ont forcé à quitter leur terre et leur mode de vie traditionnel. Mais la plupart ne sont pas nécessaires pour la production capitaliste, il n’y a pas de travail pour eux. Ils font ainsi partie de la classe non-désirée par le capitalisme, un sous-prolétariat. C’est ainsi qu’on assiste à la formation des bidonvilles partout en Amérique latine dans lesquels il y a très peu de possibilité de se trouver du travail, difficulté qui est due à l’exclusion, la marginalisation et la stigmatisation que subissent ces habitants de la part des privilégiés de la société. Une partie de la population des bidonvilles est donc acculée à un choix entre famine ou participation au crime organisé.

Un homme en prison nous expliquait : *-Quand on se présente pour un travail on nous demande d’où on vient et quand ils voient qu’on vient d’un bidonville on ne reçoit pas le travail...* le directeur de la prison : *-Il y a un prisonnier qui a trouvé du travail en sortant d’ici...* L’homme en prison : *-Oui un... un sur quarante cinq... j’espère que je ne retomberai pas dans le crime mais je ne sais pas si ce sera le cas.*¹⁰

Dans plusieurs pays, l’agriculture industrielle se développe à travers un processus profondément injuste et violent, ne respectant ni les droits humains fondamentaux, ni les droits sociaux et économiques, ni le droit à un environnement sain. Partout où ce modèle agricole se développe grandissent les problèmes de souveraineté alimentaire. Il est pourtant supporté, encouragé et développé par la plupart des gouvernements et des institutions financières de nos pays occidentaux prospères...

¹⁰ Extrait d’une conversation entre une personne en prison provenant d’un bidonville et le directeur de la prison

conditions de vie et de travail. Afin de calmer les ardeurs, des propriétaires terriens brûlèrent vif avec de l’essence un paysan de la municipalité de Rebole.²⁸

Le processus de réversion des terres et ses impacts:

Grâce à de longues années de lutte des mouvements paysans et à l’arrivée du MAS au pouvoir en Bolivie, le processus de réversion des terres s’est mis concrètement en marche. Ses objectifs sont la redistribution des terres de façon à ce que la majorité des petits et moyens producteurs agricoles puissent compter sur une terre productive, et le développement d’infrastructures, telles de bonnes voies routières, permettant ainsi de rendre rentables les terres fertiles éloignées. Jusqu’à maintenant environ 20 000 hectares ont été redistribués à la population. Ce n’est pas beaucoup par rapport aux propriétés terriennes qui ont une superficie allant souvent jusqu’à 180 000 hectares.²⁹

Cependant même si ce n’est qu’un début, on peut déjà voir les impacts sociaux positifs de l’accès à la terre sur la population qui s’est vue octroyer ces propriétés. Un aspect notoire des populations natives de la Bolivie est que la propriété y est en générale collective. Aujourd’hui la production est plus individuelle mais la terre appartient à tous. Ceci a pour effet de faciliter l’organisation associative et la formation de coopératives pour répondre aux besoins essentiels et même de générer un surplus.³⁰ La terre pour les Premières Nations n’est pas seulement un endroit où produire mais aussi un lieu pour vivre et se développer. Avec la concentration des terres en si peu de main, les peuples originaires n’ont pas assez accès à la terre pour se développer comme peuple et culture.³¹ À cette fin, la redistribution des terres de façon égalitaire est essentielle au maintien et au développement des cultures autochtones. Au contraire, la concentration des terres provoque un ethnocide, c’est-à-dire, l’élimination de façons de vivre, d’usages et de coutumes, sans lesquels un peuple est voué à disparaître.

Lorsqu’un groupe de familles reçoit un nouveau territoire il s’organise en syndicat de 100 à 150 personnes afin de mettre en place les infrastructures nécessaires à leur bien être. Sont construits des écoles, des installations hygiéniques, des systèmes d’irrigations. Ils initient la

²⁸ Témoignage d’un membre de la federacion sindical unica de trabajadores campesinos de Santa-Cruz

²⁹ Idem.

³⁰ Témoignage du directeur départemental del Instituto Nacional de Reforma Agraria de Santa cruz

³¹ Idem.

De plus, les conditions dans lesquelles travaillent les paysan-ne-s pour les propriétaires terriens sont souvent désastreuses. Il n’y a pas de salaire équitable, pas de sécurité sociale ni d’assurances dans la plupart des cas, et les conditions dans lesquelles vivent ces paysans sont très mauvaises : maisons précaires, pas d’installations sanitaires, etc... En général, les travailleurs-e-s agricoles ne trouvent pas d’emploi permanent. Dans la zone de la cordillère, des relations d’esclavagisme ont même été découvertes. Il y a différentes formes de salaire. Un journalier qui est employé pour une journée, gagne entre 25 et 40 bolívianos (3,56\$ et 5,70\$) par jour dépendamment de l’inclusion ou non d’un repas, de l’activité pratiquée et de la région. Les travailleurs-e-s permanents gagnent entre 600 et 1000 bolívianos (85,47\$ et 142,45\$) par mois. Le salaire minimum est de 700 bolívianos/mois (99,72\$) alors que le coût de la vie moyen pour une famille de 5 membres est de 3000 bolívianos/mois (427,35\$). Les salaires sont donc très loin de couvrir les coûts de base.²⁵

Au niveau des problèmes de contamination la situation n’est guère plus joyeuse. L’usage de pesticides et d’engrais chimiques est assez répandu dans la monoculture. Les ouvriers agricoles sont très mal informés des dangers, tant pour leur santé que pour l’environnement, de l’utilisation de ces produits. Le niveau d’intoxication chez les petits producteurs est assez élevé. Les paysan-ne-s n’utilisent pas de gants pour manipuler les pesticides. Certaines pratiques liées au manque de connaissance de leurs effets néfastes ont pour effet d’augmenter l’intoxication des paysan-ne-s. Il est répandu, par exemple, de goûter les mélanges de pesticides afin de voir si la concentration est adéquate ; si le mélange est bien piquant cela veut dire que les proportions sont bonnes...²⁶ Cela est sans compter tous les problèmes de contamination de l’eau et de la chaîne alimentaire. En découlent de nombreux problèmes cardiaques, rénaux et hépatiques.²⁷

Le mépris des propriétaires envers les paysan-ne-s qui travaillent pour eux, pour la plupart descendants des peuples natifs de la région, est assez prononcé. Les abus vécus par les paysan-ne-s sont nombreux, surtout lorsque ceux-ci se soulèvent et luttent pour le respect de leur dignité. Récemment un groupe de paysan-ne-s qui se sont soulevés contre l’injustice qu’ils vivaient de la part des propriétaires terriens a commencé à s’organiser pour améliorer leurs

Impact social de la concentration des terres :

Que signifie «rentabilité» quand les fondements de son obtention sont basés sur des actes profondément injustes ?

La propriété :

Le processus de concentration des terres a entraîné de profonds changements au niveau de l’organisation sociale. Ce phénomène est directement lié à la notion de propriété privée. Cette notion, importée par les colons venus de l’Europe est, fondée sur le droit romain qui stipule que tout propriétaire a droit à l’usus, au fructus et à l’abusus de sa propriété. C’est-à-dire que toute personne ayant une propriété a le droit exclusif d’user de cette propriété, de l’utiliser, (usus) de jouir des fruits que produit cette propriété (fructus) et d’abuser de cette propriété comme bon lui semble (Abusus).¹¹ Le droit du propriétaire sur l’élément possédé est absolu. Il peut en faire ce qu’il veut, sans égard à son utilité sociale.

Cette notion de la propriété est en fait un droit d’exclusivité sur ses bénéfices. Ainsi, dans le processus de la colonisation de l’Amérique latine, les bénéfices, que s’approprie le pouvoir établi, servent essentiellement à renforcer sa position de force. Avec le mercantilisme, les propriétaires et marchands des colonies s’enrichissent en faisant commerce avec les royaumes Européens, ce qui donne accès à un large marché aux propriétaires et aux marchands. Ceci assure la vente de leurs produits, permettant aux royaumes de se renforcer en drainant les ressources et produits des terres colonisées à de très bas prix puisque les moyens de productions ont été obtenus par le vol et l’exploitation. Ainsi, les propriétaires, marchands et leurs royaumes se renforcent mutuellement.

Comme on l’a vu, les trois dimensions suivantes sont liées : la notion de propriété, de pouvoir et la concentration des ressources. Dans le cas du développement de l’agriculture d’exportation, tout comme dans plusieurs autres cas, cela se fait sans égard à leurs effets sociaux. Les éléments présents dans l’environnement sont d’abord considérés pour leur utilité en tant que générateurs de profit privé. L’utilité d’une chose peut être accaparée et marchandisée par une seule personne, une nation ou un royaume. Il s’agit d’une vision à la fois profondément

²⁵ Témoignage du directeur départemental del Instituto Nacional de Reforma Agraria de Santa Cruz

²⁶ Idem.

²⁷ Idem.

¹¹ Dissertation # 474, L’abusus, <http://www.academon.fr/Dissertation-L%27abusus/474>

utilitariste et individualiste: utilitariste parce que les éléments dans l'environnement sont considérés utiles seulement s'ils rapportent (et non pour leur intégrité en soi, ni pour la relation que l'on a avec eux), et individualiste parce que l'utilité de ces éléments peut être monopolisée par le seul propriétaire, avec la possibilité d'exclure autrui de tout bénéfice potentiel.

Sur cette optique utilitariste se construit l'optique productiviste. Lorsqu'un individu est en possession d'un bien, il évalue comment en tirer le maximum de bénéfices. La question se pose donc ainsi : « que doit-on produire et comment? ». Les biens sont en général produit collectivement au travers du processus de production mais leurs bénéfices au sens capitaliste, soit la valeur d'échange, ne sont souvent appropriés que par quelques personnes, les propriétaires et/ou les détenteurs de capitaux, c'est-à-dire les actionnaires. En général, dans le mode de production capitaliste ce sont les propriétaires et les détenteurs de fonds qui déterminent ce qui est produit. Comme ceux-ci cherchent à générer des profits, l'utilité des objets produits est souvent déterminée par leur capacité à créer des profits. Mais leur utilité est aussi déterminée par l'ensemble de la société lorsque, par exemple, il s'agit d'un bien servant à répondre à une nécessité d'ordre biologique comme c'est le cas de la nourriture. La population, voyant l'utilité et la nécessité de ces biens, voudra y avoir accès aussi. Ces biens utiles sont donc échangés et ces échanges se font par le biais de la monnaie et du marché. À travers ce processus se développe la marchandisation des éléments. À cause de ce développement, on considère les éléments d'abord comme source de profit et satisfaction d'un besoin et non comme éléments faisant parti d'un tout avec lequel on est en relation et qui déterminent, par leurs caractéristiques et leurs interactions avec l'environnement, le bien-être collectif autant qu'individuel et l'équilibre écologique. On ne considère pas non plus les éléments pour leur valeur intrinsèque À travers ce processus, se crée une nouvelle relation de l'humain avec les éléments présents dans son environnement : ces derniers n'ont de valeur qu'une fois appropriés et ne prennent plus de valeur qu'au travers du processus de production. Dans une optique productiviste la matière est abordée, d'une part selon des bénéfices potentiels à s'approprier et, d'autre part selon un désir de maximiser utilité et profit.

Il s'agit, comme nous l'avons dit, d'une vision profondément utilitariste. Lorsque l'ensemble de la société est construite autour de l'activité productive, l'ensemble de la matière et des éléments qui y sont présents sont considérés d'abord selon leur utilité potentielle. Cette utilité est appropriable par ceux qui détiennent le monopole des ressources, ou du moins le

libéraux, les propriétaires terriens ont pu s'approprier de nouvelles terres, légalement ou non. Vu le manque de régulation sur ce processus, il peut même y avoir jusqu'à 3 ou 4 personnes réclamant les droits de propriété du même territoire.²² Le processus de réversion des terres, aussi nommé processus d'assainissement de la propriété terrienne, consiste donc à récupérer les terres qui ont été obtenues illégalement par les propriétaires, afin de les redistribuer à la population.

Tout au long de l'histoire de la Bolivie on assiste à une intense concentration de la terre entre peu de mains, et ce n'est qu'avec le processus de réversion des terres que ceci commence à changer. La pauvreté et la misère en Bolivie sont très grandes. Le pays fait face à un grave problème de justice sociale et ceci est fortement dû à la haute concentration des terres : 5% de la population possède 95% des terres fertiles du pays.²³ Les grands propriétaires terriens laissent d'importants territoires en friche, ils font ce qu'on appelle là-bas « el engorde », c'est-à-dire laisser reposer la terre sans l'utiliser afin que sa valeur immobilière augmente pour la revendre ensuite. En d'autres mots ils font de la spéculation foncière.

Les grands propriétaires orientent souvent leur production vers le profit plutôt que vers l'agriculture vivrière diversifiée. Cela les amène à faire des monocultures à grande échelle de denrées dont les prix sont élevés sur les marchés, afin de les exporter là où la demande est la plus avantageuse. Ce type de production agricole ne résout absolument pas le problème alimentaire de la Bolivie, pire elle le provoque, puisque les terres arables et fertiles sont utilisées pour des cultures qui ne servent pas nécessairement à nourrir la population. C'est le cas du soja, qui est utilisé pour faire de l'huile pour les biocarburants. De plus, bien souvent les terres sont surexploitées pour faire des monocultures telles que le coton et la canne à sucre, ce qui a pour effet d'appauvrir grandement les terres de bonne qualité. La concentration des bonnes terres fait que la majorité de la population voulant faire de l'agriculture n'a pas accès à une terre de qualité à moins qu'elle ne se trouve dans des zones éloignées des grands centres, et cela augmente les coûts de production. La Bolivie souffre d'un haut niveau de malnutrition et de mortalité infantile²⁴ et ceci est directement lié au problème de concentration de la terre.

²² Témoignage du directeur départemental del Instituto Nacional de Reforma Agraria de Santa Cruz

²³ Idem.

²⁴ Idem

concentration des terres en Bolivie. Il est aussi important de comprendre que l'on traite ici d'un pays où, depuis 2006, le gouvernement du parti politique du Movimiento al Socialismo, le MAS (Mouvement pour le Socialisme), sous la présidence d'Evo Morales, premier président bolivien d'origine autochtone, conduit une transition vers le socialisme. Ceci permet à la population de compter sur un appui et une participation active de la part du gouvernement en matière de justice sociale, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres pays de l'Amérique latine.

Concentration de la terre en Bolivie :



Depuis les premières colonies européennes, il y a environ 500 ans, on assiste à la conquête des terres où vivaient les Premières Nations. Ceux-ci se sont vu systématiquement expropriés de leurs territoires, sinon exterminés. Les colons ce sont appropriés de nombreuses terres, particulièrement dans l'ouest du pays où le sous-sol est riche en minéraux. L'appropriation des terres ne s'est qu'accrochée lorsque, durant la révolution de l'Altiplano, les propriétaires terriens ont émigré de l'ouest vers l'est du pays et se sont approprié les riches terres sur lesquelles vivait traditionnellement le peuple Guarani. À travers les nombreuses dictatures qui ont

eu lieu depuis les années cinquante, de riches familles se sont approprié de nombreux territoires et ont mis en place un système quasi féodal. Encore de nos jours les propriétaires terriens payent comme ils veulent les travailleurs agricoles de leur domaine, les enfants des travailleurs ne vont pas à l'école et les abus des propriétaires terriens sont nombreux.²¹ Sous les gouvernements néo

²¹ Témoignage d'un membre de la federacion sindical unica de trabajadores campesinos de Santa-Cruz
Photo: Marcha campesina en Bolivia, Journal El Pais, 23/11/2007

pouvoir de manipuler celles-ci. Dans cette dynamique, les détenteurs du pouvoir influencent l'organisation sociale afin de créer les conditions nécessaires à leur objectif de maximisation des bénéfices provenant de la matière détenue. Donc, lorsque l'on parle de rentabilité et de profit, on parle du profit des propriétaires et des actionnaires et de la rentabilité des institutions qui leur permettent de générer ce profit plutôt que de rentabilité et de profit social. Dans ses fondements mêmes, le capitalisme est basé sur un modèle centralisateur et concentrateur des ressources. Cette caractéristique est présente dû au seul fait qu'une partie de la société se soit accaparée, par la force, des biens communs présents dans l'environnement. À partir de cette appropriation initiale profondément injuste, les propriétaires détiennent un rapport de force sur le reste de la société. Ce rapport de force permet de mettre en place l'organisation sociale nécessaire pour générer les dynamiques coercitives qui contribueront au maintien de l'ordre établi. Ce rapport de force consiste dans le fait que les minorités riches et puissantes contrôlent l'accès aux ressources dont tous ont besoin pour leur bien-être. C'est par ces dynamiques que se construit l'organisation sociale capitaliste.

L'appropriation de la terre :

Dans le cas précis des terres, elles sont d'abord prises par la force. On a chassé les gens qui y vivaient. N'ayant plus de terre, ceux-ci se retrouvent sans accès aux ressources vitales dont ils ont besoin. Par nécessité de survie, ils sont contraints à travailler pour ceux qui détiennent la terre. De petits propriétaires producteurs, ils se transforment en main d'œuvre, en ouvriers agricoles. C'est cette transformation qui permet leur mise en fonction comme éléments utiles à la production capitaliste, c'est-à-dire qu'ils deviennent un élément vital du marché capitaliste, en donnant plus de valeur à la terre des grands propriétaires par le fait qu'ils la travaillent. Le paysan meurt et renaît en tant que travailleur. L'autonomie disparaît et se transforme en dépendance aux détenteurs de capitaux. Les biens communs s'effacent et se transforment en ressources et en marchandises. La solidarité sociale se désintègre et se transforme en rapport mercantile.

Mais il est bien important de voir ici que ces nouveaux et nouvelles travailleurs-e-s n'ont leur fonction dans le processus de production que dans la mesure où ils et elles sont utiles aux propriétaires terriens et à leurs institutions. À partir du moment où leur emploi n'est plus nécessaire à la production de profit, ils sont alors tout simplement renvoyés, peu importe si cela

implique leur indigence totale. C'est ce qui s'est passé suite à la révolution verte. La mécanisation et l'utilisation massive d'engrais et de pesticide rendent inutile pour les propriétaires l'usage de grandes forces de travail. Beaucoup d'ouvrier-e-s agricoles sont donc laissés pour compte. Les nouvelles techniques agricoles mises en place font qu'il est possible d'augmenter considérablement la productivité agricole, créant ainsi une surabondance des produits agricoles, provoquant par conséquent une baisse des prix. Le processus est donc expansionniste en soi, et les producteurs, pour être capables de demeurer rentables dans cette dynamique, doivent constamment grossir. S'ils ne le font pas, ils font faillite. C'est d'ailleurs ce qui est à l'origine de nombreuses faillites chez la paysannerie et les petits et moyens producteurs. Le processus expansionniste augmente également la nécessité en superficie de terre. Les terres des paysans deviennent donc source de convoitise. Ceux-ci ont souvent une culture qui ne s'inscrit pas du tout dans une logique capitaliste, et deviennent donc un obstacle à l'accès aux ressources terriennes que nécessite l'industrie agricole. Les gouvernements, propriétaires terriens et multinationales, avec le prétexte d'amener le progrès, s'arrangent pour « libérer » ces terres par les processus décrits plus haut dans ce texte. Avec ceci, disparaissent des cultures et des peuples dont l'organisation sociale ne concorde pas avec celle du capitalisme et ceux-ci sont jetés dans une société qu'ils ne connaissent pas, et dont l'absence de solidarité est une des plus importantes caractéristiques.

Luttes paysannes pour l'accès à la terre.

“La terre est à qui la travaille.”

Emiliano Zapata

À mesure qu'avance l'industrie agro-pécuniaire, la pression sur le mode de vie de la paysannerie et des peuples originaires de l'Amérique latine augmente. Ceux-ci se voient contraints d'abandonner leurs activités productives et culturelles traditionnelles et se retrouvent souvent dans une situation économique très précaire. Bien entendu ces populations n'acceptent pas l'injustice qu'ils et elles vivent, et de nombreux mouvements de résistance existent face au développement de l'agriculture industrielle et de l'ethnocide que celui-ci amène. Dans cette partie de la recherche, à partir d'entrevues que nous avons faites directement sur le terrain, nous

plus grand, sans que les terres, les connaissances ou les aptitudes particulières ne deviennent des outils de domination économique. Cela est aussi dû au fait que la vie est profondément attachée à un lieu, un écosystème. Par exemple, le partage de la connaissance des propriétés médicinales des plantes et racines présentes dans les écosystèmes environnants permet à tout le village d'être en meilleure santé, ce qui permet de réduire pour tous la contagion de maladie. Il en va de même avec l'ensemble des pratiques productives de la communauté. Le partage de la connaissance et de l'apprentissage augmente la richesse sociale et matérielle de l'ensemble de celle-ci.

Bolivie : le processus de réversion des terres



Le second mouvement paysan que nous avons étudié est celui du Processus de réversion des terres (Proceso de reversion de las tierras) en Bolivie, dans l'état de Santa Cruz. Dans ce pays, les colons européens se sont approprié la majorité des terres dès le début de la colonisation. Le processus de réversion des terres est en fait une réforme agricole qui a pour but de redistribuer la terre des propriétaires terriens aux populations paysannes originaires des lieux. Le territoire de la demi-lune en Bolivie est le lieu géographique où se retrouvent les principales terres fertiles du pays. À leur arrivée, les colons se sont presque entièrement approprié ce territoire. Aujourd'hui, leurs descendants possèdent des propriétés pouvant avoir plus de 250 000 hectares sur lesquelles de grands espaces sont gardés improductifs. Ces espaces improductifs sont maintenant redistribués par le gouvernement à la population paysanne et aux Premières Nations afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins sans se faire exploiter. Cette réforme a pris beaucoup d'ampleur depuis l'arrivée d'Évo Morales à la présidence de la Bolivie, dont le parti politique a un objectif de justice sociale. On peut dire que la Bolivie est dans une situation de transition vers le socialisme et donc le mouvement paysan du processus de réversion des terres se trouve dans un contexte mi-socialiste, mi-capitaliste.

La réforme agraire a été mise en place à partir de 1996 avec la loi 1715, loi dont l'objet central est de perfectionner la propriété terrienne par l'assainissement du processus de leur appropriation et d'assurer une meilleure redistribution de celle-ci dans le pays. Afin de mieux comprendre ce phénomène il est important de jeter un rapide regard à l'historique de

communauté, puisque la majorité de ce qu'elle utilise provient de ce même écosystème. L'eau, par exemple, provient souvent de puits qui ne sont guère profonds,²⁰ et des pratiques d'agriculture intensive avec engrais et pesticides chimiques risquent de contaminer rapidement la nappe phréatique à laquelle s'abreuve la population du secteur.

Dans ce mode d'organisation sociale, tout le monde a accès à la terre et ceci génère un climat beaucoup plus favorable à la coopération. Le fait que chacun-e ait accès à un lopin de terre permet à chaque famille de répondre à ses besoins de base. L'exclusion de membres de la communauté et la compétition entre individus sont donc très peu communs. Dans notre société fortement compétitive, où il n'y pas de place de travail pour tout le monde, les forces de l'autre deviennent une menace. La personne douée d'aptitudes valorisées par le capitalisme sera potentiellement plus apte à accéder aux ressources, ce qui réduit les possibilités d'accès à celles-ci pour autrui. Par exemple, dans une compagnie, une personne qui calcule rapidement aura plus de chances d'accéder à un poste payant qu'un ancien employé, le premier devient donc une menace pour le second, parce que le talent de la personne devient la source indirecte de son exclusion du poste lui donnant accès à plus de ressources. À l'opposé, dans un système sociétaire où l'accès aux ressources est égal pour tous, les forces de chacun sont une source de bien être pour les autres, car elles sont complémentaires aux leurs. Au lieu d'être l'objet d'un possible privilège ou d'un possible accès aux ressources au détriment des autres, elles représentent une force de plus dans la communauté. On peut affirmer que le partage équitable des terres et des ressources ne génère pas d'incitatif à la monopolisation de celles-ci ni à un sabotage des forces d'autrui, contrairement à ce que l'on rencontre constamment dans la compétition de marché, par exemple lorsque les compagnies essaient de cacher aux autres leurs nouvelles innovations afin de s'assurer une part importante du marché, ou lorsqu'elles achètent les brevets d'inventions ingénieuses, mais dangereuses pour leur profit, pour ensuite les laisser pourrir dans l'oubli. Dans ce cas le résultat du talent d'une personne ingénieuse est neutralisé afin de ne pas nuire au profit d'une compagnie. C'est le cas lorsque des compagnies pétrolières achètent les brevets d'autos électriques pour en empêcher le développement, afin de maintenir leur niveau de vente d'essence. L'accès égalitaire aux terres génère un climat favorable au partage de l'ensemble des forces et des connaissances. Ceci permet à tous d'obtenir un bien être

²⁰ Observations faites dans les communautés paysannes du MOCASE

ferons une courte description et une analyse de trois mouvements paysans de grande importance qui se situent dans trois contextes différents. Nous analyserons quelles sont les conséquences sociales d'un accès égalitaire à la terre.

Le MOCASE :

Le premier mouvement étudié est le MOCASE (Movimiento Campesino de Santiago del Estero - Mouvement Paysan de Santiago del Estero), en l'Argentine. Ce mouvement est principalement composé de paysan-ne-s vivant de l'agriculture vivrière de petite envergure. Ceux-ci luttent pour la protection de leur mode de vie et contre l'avancement des compagnies multinationales agricoles via le maintien de la terre aux communautés. Il s'agit d'un mouvement paysan pré capitaliste, en ce sens qu'il lutte contre la séparation entre le travailleur et ses moyens de production. Cette séparation est le pas initial de l'organisation sociale du capitalisme qui, en dépossédant les travailleurs-e-s de leurs moyens de subsistance, les obligent à vendre leur force de travail dans les grandes entreprises capitalistes. Cette étape assure la subordination économique de la majorité des humains présents dans la société.



Photo : Ramón Gonzalez et sa famille, paysans déplacés de leurs terres par un groupe paramilitaire, posent à côté d'un arbre contaminé par les fumigations constantes d'avions sur leur maison entourée de plantations de soja. Crédit photo : Luis María Herr - [Prensa de Frente](#), septembre 2007.

Le MOCASE est une organisation qui a été fondée le 4 août 1990 à Quimilí en Argentine et a pour objectif de revendiquer les droits paysans et de lutter pour l'accès à la terre ainsi que pour l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes. Cela fait plusieurs années que les paysan-ne-s

luttent contre l'appropriation de leur terre par les propriétaires fonciers, les actionnaires et les sociétés financières. Ceux-ci ont obtenu le droit légal de la possession des terres des paysans à

des prix dérisoires durant la dictature civico-militaire de Videla de 1976 à 1983.¹² Le MOCASE ne s'inscrit pas seulement dans une dynamique de résistance, mais aussi dans le maintien et le développement du mode de vie paysan. À cette fin, des entreprises autonomes, basées sur une agriculture diversifiée sont mises en place : coton, miel, élevage caprin et bovin desquels sont tirés viande, lait et fromages. La transformation locale des produits agricoles y est aussi favorisée. Par exemple, dans la petite communauté paysanne où nous avons été en décembre 2009, on fabriquait des bonbons avec du miel et des petites citrouilles produites localement. Ce mouvement paysan rassemble environ 8 000 familles paysannes des 16 000 qui sont présentes dans toute la province de Santiago del Estero. Selon les dires des paysans et paysannes que nous avons rencontrés, le mouvement comprendrait environ 20 000 membres.

Un des problèmes majeurs que rencontrent les paysan-ne-s de Santiago del Estero est l'usurpation légale de leurs terres. Même si les paysan-ne-s et leur famille vivent depuis plusieurs générations sur les mêmes terres, ils et elles n'en ont souvent pas de titre de propriété légale au sens juridique. Ces titres de propriété sont donc vendus à de grands propriétaires terriens. Ceux-ci apparaissent soudainement sur les terres des paysan-ne-s et les exproprient. Ce processus a été silencieux, voire caché, pendant plusieurs années.¹³ Contre cette usurpation de leurs terres, les paysan-ne-s résistent et s'organisent mais font face à une forte répression. Les abus et persécutions que vivent les paysan-ne-s des communautés vont de l'emprisonnement au vandalisme, en passant par l'intimidation et la torture. Lors de notre séjour avec les communautés paysannes de Santiago del Estero, un homme nous a raconté comment la station de radio qu'ils utilisaient pour diffuser de l'information dans toute cette région a été incendiée afin de les empêcher de conscientiser la population sur les enjeux et les événements de la lutte pour l'accès aux terres et pour le maintien de leur mode de vie. Bien entendu, rien de cela n'est mentionné dans les médias de masse des grandes villes du pays. Avec la création du MOCASE le silence sur ce processus a été brisé, car les paysan-ne-s ont été largement conscientisé-e-s sur les droits relatifs à la terre. L'organisation a permis une *« autodéfense des habitants accompagnée d'une recherche légale et d'une défense juridique correspondante. Furent obtenues une meilleure visibilité politique et une meilleure articulation avec d'autres secteurs de la société qui*

*se sentaient attirés par cette lutte. »*¹⁴ Afin d'obtenir une bonne coordination et de remplir les objectifs du mouvement, toutes les localités ont leur propre « commission de base » où les paysan-ne-s discutent des nécessités à combler et des plans à articuler. Ensuite, des délégué-e-s sont envoyé-e-s à la « Centrale » de la région afin de coordonner les décisions prises dans les différentes « commissions de base ». ¹⁵

C'est en 1998 que le MOCASE a commencé à obtenir des répercussions au niveau national. Lorsqu'il s'est opposé à l'avancée des bulldozers d'une compagnie agricole qui allaient détruire les fermes des paysan-ne-s des environs de La Simona le silence a été brisé. L'année suivante le MOCASE a organisé le congrès « Paysans et Paysannes uni-e-s dans la lutte pour l'accès à la terre et la justice » auquel se joignirent de nombreuses autres organisations de petits producteurs de l'Argentine.¹⁶

L'accès aux terres :

L'objectif de base de la lutte des paysan-ne-s du MOCASE est de maintenir l'accès aux terres sur lesquelles ils vivent depuis plusieurs générations afin de préserver leurs mode de vie et culture traditionnels. Il est essentiel de comprendre que la culture paysanne n'a pas pour objectif d'utiliser la terre dans une optique productiviste mais bien dans une optique d'agriculture vivrière. Le but de ces communautés paysannes n'est pas de faire de grandes productions afin de générer le plus de profit possible, mais bien d'obtenir de la terre les aliments et les matériaux nécessaires afin de répondre à leurs besoins de base.¹⁷ Chaque famille a accès un lopin de terre afin de produire le nécessaire pour son bien-être.¹⁸ L'accès à la terre est donc égalitaire, car tout le monde a l'espace nécessaire pour répondre aux besoins de leur famille, et les espaces alloués ne varient pas beaucoup en grandeur d'une famille à l'autre. L'agriculture qui y est faite est de petite envergure et variée, les espèces cultivées étant généralement adaptées au climat et à l'écosystème local.¹⁹ Le maintien et le respect des cycles éco systémiques sont essentiels à la

¹⁴ ¿Qué es el MOCASE?, <http://www.taringa.net/posts/info/839287/%C2%BFQu%C3%A9-es-el-MOCASE.html>

¹⁵ Idem.

¹⁶ Idem.

¹⁷ Témoignage d'un membre du MOCASE

¹⁸ Idem.

¹⁹ Témoignage d'un membre du MOCASE

¹² ¿Qué es el MOCASE?, <http://www.taringa.net/posts/info/839287/%C2%BFQu%C3%A9-es-el-MOCASE.html>

¹³ Témoignage d'un membre du MOCASE